



Ventes de services, arrêt d'activités PSA Stellantis socialement responsable ?

En juillet 2015 la direction annonçait l'externalisation de 300 salariés, des activités de roulage et de ferrage, chez SEGULA.

Où en sont les salariés PSA externalisés ?

La direction avait pris beaucoup d'engagements : Les avantages sociaux CE, ainsi que les dispositifs collectifs seraient « globalement équivalents », avec « la collaboration des partenaires sociaux maison », qu'elle avait par la même impulsée dans l'entité de SEGULA pour faire passer la pilule.

Parmi ces engagements, il était possible pour les ex PSA de réintégrer le groupe, sous des conditions plus que précaires, puisque pour certains la réintégration était synonyme de :

Perte de l'ancienneté.

Retour en production de tournée pour des techniciens.

Perte de salaire de 650€ par mois !!!

Qui peut décemment accepter cela ? Et par là même oser le proposer ?

Autant dire que dans ces conditions, beaucoup n'ont pas envisagé la réintégration.

Deux salariés, Délégués Syndicaux des instances mises en place par PSA dans l'entité SEGULA (CFE/CGC et CFTC) ont souhaité tenter leur retour. Ils ont dûment réalisé leurs dossiers de réintégration qui, par retour de courrier DIR/RH, promettaient un retour avec une formation.

Ils ont donc attendu le délai requis de 3 ans pour faire les démarches de réintégration, mais là ce n'étaient plus les belles promesses pourtant écrites.

L'un a dû se rendre à l'évidence que l'on ne voulait plus de lui dans l'entreprise, pour cela la direction a mis en place un test, pour accéder à des fonctions qu'il occupait déjà chez PSA, accompagné d'une convocation pour lui stipuler qu'il n'y avait plus un seul poste chez PSA.

Il a fini par déclencher une procédure aux Prud'hommes.

L'autre, après une réintégration plus que chaotique sur un poste, sans accompagnement, sans formation, sans être écouté, sans visite médicale, ni même un badge PSA, il a sombré dans une longue dépression.

Les accords signés en CCE 2015 n'ont jamais été mis en place par PSA, les commissions de suivi, les formations n'ont jamais existées. Le « globalement équivalent » pourtant en première page des journaux, est passé aux oubliettes.

Perte sèche de plus 5000€/an pour ces ex salariés PSA.

De plus, il ne reste plus que 130 salariées ex PSA chez SEGULA sur les 210 externalisés, chercher l'erreur ?

Ils ont été baladés autant par leur centrale syndicale que par la direction PSA, ceci malgré les « engagements » de la direction

Les PV de CCE, de juillet et octobre 2015 en font foi.

PMTO (Service de réalisation et de mise au point des outils de presse)

Courant 2021, la direction nous annonçait l'arrêt de l'activité à Sochaux, 59 ouvriers professionnels étaient concernés. Ces métiers nécessitent des qualifications spécifiques et un apprentissage long. La direction s'était engagée à leur retrouver un poste, en tenant compte des qualifications et des aspirations de chacun.

Ils se sont vite rendu compte que le but de la direction était de leur faire prendre un plan de départ, ou une mutation à Mulhouse, Rennes ou Vesoul. Ils subissent tous depuis plusieurs mois des pressions avec chantage.

« Si vous ne prenez pas le plan aujourd'hui, quand on vous mutera au montage, vous n'aurez plus droit aux plans de départ »

Chantage et pression nous avaient contraints de poser un DGI en octobre 2021 car les salariés vivaient très mal cette situation sans que les services RH et médicaux ne se soucient d'eux.

Quatre mois plus tard, malgré les engagements RH qui avaient été faits lors du SSCT Extra découlant du DGI, **une quinzaine de salariés attendent toujours une solution pérenne**. Une poignée attend, en démontant ce qui était leur atelier, certains espèrent voir leurs prêts se transformer en mutation.

D'autres encore sont mutés de force sur des postes de rangeurs aux presses, sans aucune prise en compte des restrictions médicales.

Dans tous les cas, c'est un avenir plutôt sombre au sein d'une entreprise florissante.

Tous ces salariés, anciens apprentis de l'école Peugeot ou qui ont passé des CQP ont été sur toutes les pannes d'outils, toujours présents pour assurer le bon fonctionnement de la production.

L'atelier va fermer définitivement fin mars. La direction continue son travail de sape, en les jetant dans des secteurs non-demandeurs, sur des emplois qui ne correspondent pas à leurs qualifications.

Dans la presse, Stellantis aime se vanter d'être une entreprise où il fait bon travailler, où l'ascenseur social fonctionne.

C'est vrai, il fonctionne...mais il descend...

Nous avons interpellé la direction en CSE, des postes existent à la RD2 sur Sochaux ou Belchamp pourquoi fermer ces opportunités ?

Les promesses de la direction n'engagent que ceux qui y croient.

